

Attaque des patous à Crots : critiquée par les syndicats agricoles, Valérie Rossi répond

08 Octobre 2025



AGRICULTURE / POLITIQUE / La FDSEA et les JA 05 demandent à la députée de cesser de pointer du doigt les éleveurs. La parlementaire avait demandé suite à cette attaque une meilleure formation pour ces derniers

- Hautes-Alpes -

L'affaire commence avec [cette attaque dimanche au pic du Morgon](#) : alors qu'il se trouvait sur un chemin de randonnée, un jeune homme de 20 ans a été attaqué par quatre chiens de troupeau pendant près d'une heure. Ces derniers selon les gendarmes se seraient échappés d'un enclos.

La députée de la circonscription en question des Hautes-Alpes, Valérie Rossi partage alors ce message sur ses réseaux sociaux :

L'attaque dramatique d'un randonneur ce week-end au pic du Morgon, dans la commune de Crots, rappelle avec force la gravité du problème que posent certaines situations de cohabitation entre chiens de protection et usagers de la montagne.

Dès le printemps dernier, j'ai interrogé le Gouvernement sur cette question à travers une question écrite adressée à la ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

J'y soulignais la nécessité d'un meilleur encadrement et d'une formation renforcée des éleveurs et de leurs chiens, afin de prévenir les accidents tout en maintenant la protection indispensable des troupeaux.

Si la réponse ministérielle reconnaît les efforts engagés en matière d'accompagnement et de sensibilisation, les faits de ces derniers jours montrent que les dispositifs actuels demeurent insuffisants pour garantir la sécurité de tous.

Je continuerai à porter cette exigence de cohabitation apaisée entre éleveurs, randonneurs et amoureux de la montagne, dans le respect de chacun.

Je souhaite un prompt rétablissement au randonneur blessé lors de l'attaque survenue au pic du Morgon.

Tous mes vœux de courage et de réconfort l'accompagnent.

Tout en souhaitant un prompt rétablissement au randonneur concerné, elle partage que la cohabitation entre chiens et usagers de la montagne pose parfois problème et rappelle avoir demandé par question écrite au gouvernement de l'époque au printemps dernier une formation "*renforcée des éleveurs et de leurs chiens, afin de prévenir les accidents tout en maintenant la protection indispensable des troupeaux*".

Une réaction qui met les Jeunes Agriculteurs 05 et la FDSEA 05 en colère

"Cessez de pointer du doigt les éleveurs" réagissent avec colère, les syndicats en s'adressant à la députée haut-alpine. "Les chiens de protection ne sont pas un choix mais une conséquence de la présence du loup" expliquent-ils. Ils déplorent ces accusations plutôt, "que d'affronter le vrai problème : la prolifération du loup et l'inaction publique ».

La FDSEA et les JA refusent que les éleveurs soient les boucs émissaires d'une politique alors qu'ils ne demandent qu'à *"pouvoir travailler protéger leurs bêtes et vivre dignement de leur métier"*. Tout en évoquant 704 victimes et 317 constats, malgré les 1.300 chiens de protection, les deux syndicats agricoles précisent que *"toutes les morsures sont regrettables et traumatisantes pour les mis en cause et les éleveurs"*. La députée est invitée à venir constater la réalité sur le terrain avant de juger.

"Je partage leurs inquiétudes mais je ne comprends pas qu'ils mettent en doute l'intérêt que je porte à leurs problèmes" réagit ce mercredi matin Valérie Rossi dans l'interview du 8h30 sur Alpes 1.

"À chaque fois qu'il y avait une attaque je téléphonais ou me rendais sur place" V. Rossi

La députée évoque une incompréhension et déplore ce point de vue manichéen.

"C'est pas parce que je déplore qu'il y ait un gars qui se soit fait mordre par quatre chiens pendant une heure, peut-être il perdait la vie, que je suis du coup contre les agriculteurs. J'ai pris connaissance avec tristesse de ce communiqué car je suis aux côtés des agriculteurs dans leur métier difficile" V. Rossi

La parlementaire se dit triste et déçue. *"Il faut prévenir les risques : permettre aux éleveurs de travailler et gagner leur vie et permettre aux randonneurs de se balader."* conclut la parlementaire.